

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

F. 91 — 2612

8 AOUT 1991

Arrêté royal réglant la composition et le fonctionnement de la « Commission de la protection de la vie privée »

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, notamment l'article 92;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 3 décembre 1990;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 3 décembre 1990;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que les dispositions de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale qui consacrent l'existence juridique et matérielle de la Banque-carrefour sont entrées en vigueur le 1er janvier 1991;

Considérant que les dispositions de la même loi consacrant l'existence des organes de contrôle de la Banque-carrefour, à savoir le Comité de surveillance d'une part, et la Commission de la protection de la vie privée d'autre part, sont entrées en vigueur le 1er mars 1991;

Considérant que les dispositions relatives aux missions de la Banque-carrefour, devant permettre le fonctionnement effectif du réseau, n'entreront en vigueur qu'après la mise en place des deux organes de contrôle précités;

Considérant dès lors qu'il convient de prendre dans les plus brefs délais les dispositions relatives à la composition et au fonctionnement de la Commission de la protection de la vie privée;

Sur la protection de Notre Ministre de la Justice, de Notre Ministre des Affaires sociales, de Notre Ministre de l'Intérieur, et de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Le siège de la « Commission de la protection de la vie privée », ci-après appelée la Commission, instituée par l'article 92 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale est établi dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-capitale.

Art. 2. § 1er. Outre les membres de droit, la Commission comprend huit membres effectifs dont le magistrat qui en assume la présidence, et huit membres suppléants dont un magistrat. Ce nombre peut toutefois être augmenté par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres de façon à ce que le nombre des membres de droit ne puisse dépasser la moitié du nombre total des membres. Un comité de surveillance ne peut être représenté dans la Commission par plus de deux membres.

§ 2. La Commission est composée d'un nombre égal de membres d'expression française et de membres d'expression néerlandaise.

§ 3. Les membres désignés par la Chambre ou le Sénat sont élus pour un terme de six ans, renouvelable, sur des listes comprenant, pour chaque mandat à pourvoir, deux candidats, et présentés par le Conseil des Ministres. Ils peuvent être relevés de leur charge par la Chambre qui les a nommés en cas de manquement à leurs devoirs ou d'atteinte à la dignité de leur fonction.

Les membres désignés par la Chambre ou le Sénat doivent offrir toutes les garanties leur permettant d'exercer leur mission avec indépendance et toutes les garanties de compétence à l'égard des systèmes d'information.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 91 — 2612

8 AUGUSTUS 1991. — Koninklijk besluit tot regeling van de samenstelling en van de werking van de « Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer »

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, inzonderheid op artikel 92;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 3 december 1990;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Openbaar Ambt, gegeven op 3 december 1990;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd door de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de bepalingen van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid die het juridisch en materieel bestaan van de Kruispuntbank regelen op 1 januari 1991 in werking zijn getreden;

Overwegende dat de bepalingen van dezelfde wet die het bestaan van de controleorganen van de Kruispuntbank, te weten het Toezichtcomité enerzijds, en de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer anderzijds, bevestigen, op 1 maart 1991 in werking zijn getreden;

Overwegende dat de bepalingen betreffende de opdrachten van de Kruispuntbank, die de effectieve werking van het netwerk mogelijk zullen maken, slechts na de installatie van de twee voormelde controleorganen in werking zullen treden;

Overwegende dat dientengevolge de bepalingen betreffende de samenstelling en de werking van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer binnen de kortst mogelijke termijn moeten worden genomen;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie, van Onze Minister van Sociale Zaken, van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van Onze Minister van Tewelkstelling en Arbeid, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De zetel van de « Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer », hierna te noemen Commissie, ingesteld bij artikel 92 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid is gevestigd in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad.

Art. 2. § 1. Benevens de leden van rechtswege bestaat de Commissie uit acht leden, onder wie de magistraat die het voorzitterschap waarneemt, en acht plaatsvervangende leden, onder wie een magistraat. De Koning kan bij in Ministerraad overlegd besluit het aantal leden evenwel op zodanige wijze verhogen dat het aantal leden van rechtswege niet hoger is dan de helft van het totale aantal leden. Een toezichtcomité mag in de Commissie door niet meer dan twee leden worden vertegenwoordigd.

§ 2. De Commissie bestaat uit een gelijk aantal nederlandsstalige en franstalige leden.

§ 3. De door de Kamer en de Senaat aangewezen leden worden gekozen voor een hernieuwbare termijn van zes jaar op door de Ministerraad voorgedragen lijsten die voor ieder te bekleden mandaat twee kandidaten bevatten. Zij kunnen door de Kamer die hen heeft aangewezen, van hun opdracht worden ontheven wegens tekortkomingen in hun taken of wegens inbreuk op de waardigheid van hun ambt.

De leden, aangewezen door de Kamer of de Senaat, moeten alle waarborgen bieden met het oog op een onafhankelijke uitoefening van hun opdracht, alsmede volledig bevoegd zijn op het stuk van de informatiesystemen.

La Commission est composée de telle façon qu'il existe dans son sein un équilibre global entre les différents groupes socio-économiques.

Outre le président, la Commission comprend au moins parmi les membres effectifs et parmi les membres suppléants, un juriste, un informaticien, une personne pouvant justifier d'une expérience professionnelle dans la gestion de données à caractère personnel relevant du secteur privé, et une personne pouvant justifier d'une expérience professionnelle dans la gestion de données à caractère personnel relevant du secteur public.

§ 4. Dans les limites de leurs attributions, le président et les membres ne reçoivent d'instructions de personne. Ils ne peuvent être relevés de leur charge à l'occasion des opinions qu'il émettent ou des actes qu'ils accomplissent pour remplir leurs fonctions.

§ 5. Il est interdit aux membres de la Commission d'être présents à la délibération sur les objets auxquels ils ont un intérêt personnel ou direct ou auxquels leurs parents ou alliés jusqu'au quatrième degré ont un intérêt personnel ou direct.

Art. 3. En cas d'empêchement ou d'absence d'un membre effectif ainsi qu'en cas de vacance de son mandat, il est remplacé par son suppléant.

Le membre effectif ou suppléant dont le mandat prend fin avant l'expiration du terme de six ans est remplacé selon les procédures prévues à l'article 2 par un membre effectif ou suppléant élu pour le terme restant à courir.

Art. 4. Avant leur entrée en fonction, le président et les membres effectifs ou suppléants prêtent entre les mains, selon le cas, du Président de la Chambre des représentants ou du Président du Sénat, le serment suivant :

« Je jure de remplir en toute conscience et impartialité les devoirs de ma charge. »

Art. 5. La Commission de la protection de la vie privée établit son règlement d'ordre intérieur dans le mois de son installation. Il est communiqué aux Chambres législatives.

La Commission ne délibère valablement que si la majorité de ses membres au moins est présente. Elle décide à la majorité absolue. En cas de parité des voix, la voix du président ou s'il est empêché, de son suppléant est prépondérante.

Les avis de la Commission sont motivés.

Art. 6. Le président suppléant et les membres effectifs ou suppléants ont droit à des jetons de présence égaux à un trentième de l'indemnité du président.

Ils bénéficient des indemnités pour frais de séjour et de parcours conformément aux dispositions applicables au personnel des ministères. Les personnes étrangères à l'administration ou dont le rang du grade n'est pas déterminé, sont assimilées à des fonctionnaires du rang 13; le président est assimilé à un fonctionnaire du rang 17.

Les experts dont le concours est requis par la Commission ou qui assistent les membres chargés de procéder à des vérifications sur place peuvent être rétribués dans les conditions définies par Notre Ministre de la Justice et avec l'accord des Ministres qui ont la Fonction publique et le Budget dans leurs attributions.

L'indemnité visée à l'alinéa 1er est liée au régime de mobilité applicable aux rétributions des agents de l'Etat en activité de service.

Art. 7. La Commission dispose d'un secrétariat dont le personnel est attaché au Ministère de la Justice.

Art. 8. Le Ministre de la Justice prend en charge les frais de fonctionnement de la Commission et de son secrétariat.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

De Commissie is op zodanige wijze samengesteld dat in haar midden een evenwicht bestaat tussen de verschillende sociaal-economische groepen.

Benevens de voorzitter, bevat de Commissie, onder haar leden en onder haar plaatsvervangende leden, ten minste een jurist, een informaticus, een persoon die beroepservaring in het beheer van persoonsgegevens afhangende van de private sector kan voorleggen, en een persoon die beroepservaring in het beheer van persoonsgegevens afhangende van de openbare sector kan voorleggen.

§ 4. Binnen de perken van hun bevoegdheden krijgen de voorzitter en de leden van niemand onderrichtingen. Zij kunnen niet van hun mandaat worden ontheven voor meningen die zij uiten of daden die zij stellen bij het vervullen van hun functie.

§ 5. Het is de leden van de Commissie verboden tegenwoordig te zijn bij een beraadslaging over zaken waarbij zij een persoonlijk en rechtstreeks belang hebben of waarbij hun bloed- of aanverwanten tot en met de vierde graad een persoonlijk en rechtstreeks belang hebben.

Art. 3. Wanneer een werkend lid verhinderd is of afwezig alsmede in het geval dat zijn mandaat openvalt, wordt het lid vervangen door zijn plaatsvervanger.

Het lid of het plaatsvervangend lid waarvan het mandaat een einde neemt vóór het verstrijken van de termijn van zes jaar, wordt volgens de in artikel 2 bedoelde procedures vervangen door een lid of een plaatsvervangend lid dat voor de rest van de termijn wordt gekozen.

Art. 4. Alvorens hun ambt te aanvaarden, leggen de voorzitter en de leden of de plaatsvervangende leden, naar gelang van het geval, in handen van de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers of van de Voorzitter van de Senaat de volgende eed af :

« Ik zweer de plichten van mijn opdracht gewetensvol en onpartijdig te vervullen. »

Art. 5. De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer moet binnen een maand na haar instelling haar reglement van orde opstellen. Het wordt medegegeerd aan de Wetgevende Kamers.

De Commissie beraadslaagt slechts dan op geldige wijze, wanneer ten minste de meerderheid van haar leden aanwezig is. Zij beslist bij volstreekte meerderheid. Bij staking van de stemmen is de stem van de voorzitter of bij diens afwezigheid, van zijn plaatsvervanger doorslaggevend.

De adviezen van de Commissie zijn met redenen omkleed.

Art. 6. De plaatsvervangende voorzitter en de werkende of plaatsvervangende leden hebben recht op presentiegelden gelijk aan een dertigste van de vergoeding toegekend aan de voorzitter.

Zij zijn gerechtigd op de vergoedingen voor reis- en verblijfkosten overeenkomstig de bepalingen die van toepassing zijn op het personeel van de ministeries. De personen die niet tot het bestuur behoren of voor wie de rang waartoe hun graad behoort niet is bepaald, worden gelijkgesteld met ambtenaren van rang 13; de voorzitter wordt gelijkgesteld met een ambtenaar van rang 17.

De deskundigen wier medewerking door de Commissie wordt gevorderd of die de leden bijstaan welke belast zijn met een onderzoek ter plaatse, kunnen worden vergoed op de wijze bepaald door Onze Minister van Justitie in overleg met de Ministers tot wier bevoegdheid het Openbaar Ambt en de Begroting behoren.

De vergoeding bedoeld in het eerste lid wordt gekoppeld aan de mobiliteitsregeling toepasselijk op de bezoldiging van het Rijkspersoneel in actieve dienst.

Art. 7. De Commissie beschikt over een secretariaat waarvan het personeel verbonden is aan het Ministerie van Justitie.

Art. 8. Het Ministerie van Justitie draagt de werkingskosten van de Commissie en van haar secretariaat.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 10. Notre Ministre de la Justice, Notre Ministre des Affaires sociales, Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre de l'Emploi et du Travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 8 août 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

Le Ministre des Affaires sociales,
Ph. BUSQUIN

Le Ministre de l'Intérieur,
L. TOBBACK

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
L. VAN DEN BRANDE

Art. 10. Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Sociale Zaken, Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 8 augustus 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
M. WATHELET

De Minister van Sociale Zaken,
Ph. BUSQUIN

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. TOBBACK

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
L. VAN DEN BRANDE

F. 91 — 2613

12 SEPTEMBRE 1991. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 30 juin 1981 portant délégation des pouvoirs du Ministre en matière d'accès au territoire, de séjour, d'établissement et d'éloignement des étrangers et désignant les fonctionnaires, les autorités communales et les autorités de police délégués

Le Ministre de la Justice,

Vu la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, modifiée par les lois des 28 juin 1984, 14 juillet 1987 et 18 juillet 1991;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 1981 portant délégation des pouvoirs du Ministre en matière d'accès au territoire, de séjour, d'établissement et d'éloignement des étrangers et désignant les fonctionnaires, les autorités communales et les autorités de police délégués, notamment l'article 4, modifié par l'arrêté ministériel du 26 janvier 1988;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que le présent arrêté doit intervenir dans les délais les plus brefs, la loi du 18 juillet 1991 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, entrant en vigueur le 1er octobre 1991,

Arrête :

Article 1er. L'article 4 de l'arrêté ministériel du 30 juin 1981 portant délégation des pouvoirs du Ministre en matière d'accès au territoire, de séjour, d'établissement et d'éloignement des étrangers et désignant les fonctionnaires, les autorités communales et les autorités de police délégués, modifié par l'arrêté ministériel du 26 janvier 1988, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. Pour l'application des articles 9, alinéa 3, 11, 12, alinéa 5, 28, alinéa 3, 52, 53bis, alinéa 1er, 57/19, alinéas 1er et 2, 57/23, alinéas 2 et 3, 58, alinéas 2 et 3, 63/2, § 1er, 63/3, § 1er, alinéa 1er, et § 2, alinéa 1er, 63/4 et 63/5, alinéa 3, de la loi, les délégués du Ministre sont les fonctionnaires désignés à l'article 2, § 1er. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, 12 septembre 1991.

M. WATHELET

N. 91 — 2613

12 SEPTEMBER 1991. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 30 juni 1981 houdende bevoegdheidsdelegatie van de Minister inzake toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en houdende aanwijzing van de ambtenaren, de gemeentelijke overheden en de politieoverheden die gemachtigd zijn

De Minister van Justitie,

Gelet op de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, gewijzigd bij de wetten van 28 juni 1984, 14 juli 1987 en 18 juli 1991;

Gelet op het ministerieel besluit van 30 juni 1981 houdende bevoegdheidsdelegatie van de Minister inzake toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en houdende aanwijzing van de ambtenaren, de gemeentelijke overheden en de politieoverheden die gemachtigd zijn, inzonderheid op artikel 4, gewijzigd bij ministerieel besluit van 26 januari 1988;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat dit besluit zo spoedig mogelijk genomen dient te worden omdat de wet van 18 juli 1991 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, op 1 oktober 1991 in werking treedt,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 4 van het ministerieel besluit van 30 juni 1981 houdende bevoegdheidsdelegatie van de Minister inzake toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en houdende aanwijzing van de ambtenaren, de gemeentelijke overheden en de politieoverheden die gemachtigd zijn, gewijzigd bij ministerieel besluit van 26 januari 1988, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 4. Voor de toepassing van de artikelen 9, lid 3, 11, 12, lid 5, 28, lid 3, 52, 53bis, lid 1, 57/19 leden 1 en 2, 57/23, leden 2 en 3, 58, leden 2 en 3, 63/2, § 1, 63/3, § 1, lid 1, en § 2, lid 1, 63/4 en 63/5, lid 3, van de wet, zijn de gemachtigden van de Minister de ambtenaren die in artikel 2, § 1, aangewezen zijn. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 12 september 1991.

M. WATHELET